



Jean BABIN

36 ans
Employé de chemin de fer
à Dourdan,
Militant syndicaliste,
Ancien Secrétaire Fédéral
du P.S.U. d'Eure-et-Loir.

Comité de patronage :

M. BONNATOUT, Directeur Pédagogique maison enfants de SERNAISE. — M. BREGEON, Directeur cours complémentaires honoraire, DOURDAN. — M. SUD, Ingénieur, PALAISEAU. — Mme NATAF, Conseiller Municipal PSU ORSAY. — M. NATAF, Professeur Faculté des Sciences, ORSAY. — M. H. DAVID, Inspecteur Général adjoint à la CNCA, PSU VERRIERES-LE-BUISSON.

ELECTIONS LÉGISLATIVES DE MARS 1967

4^e Circonscription de l'Essonne

PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

Jean BABIN

Suppléant · **Henri LE COZ**

Leurs objectifs

Des institutions stables, démocratiques, équilibrées

- Un **GOUVERNEMENT DE LEGISLATURE**, appuyé sur une Assemblée disposant de réels pouvoirs de contrôle de l'exécutif, mais qui revient devant les électeurs si elle renverse le gouvernement.
- Une **ASSEMBLEE ECONOMIQUE** représentant les producteurs et travailleurs en fonction de leur importance numérique, indispensable à l'élaboration et au contrôle de l'exécution du Plan quinquennal.
- Un **DIALOGUE DEMOCRATIQUE** réel dans notre vie publique, par la suppression du domaine réservé au seul chef de l'Etat, la participation des citoyens à la vie publique, l'extension des pouvoirs des communes remembrées et dotées des ressources nécessaires, et la création de véritables régions coiffées d'exécutifs élus.
- La **DEMOCRATIE DANS L'ENTREPRISE** par la reconnaissance de la section d'entreprise, des pouvoirs de contrôle réels des comités d'entreprise, un rôle de gestion accru pour les travailleurs du secteur public.



Henri LE COZ

38 ans
Professeur agrégé
de Sciences Physiques,
Secrétaire de la section P.S.U. d'Orsay,
Membre de la
Commission administrative de l'Essonne,
Membre de la Commission nationale
de contrôle financier.

Comité de patronage :

M. LACROUTS, Instituteur, VERRIERES-LE-BUISSON. — M. J.N. NAYEUR, Agrégé d'Histoire, Maître de Conférence à l'Institut d'Etudes Politiques. — M. KORCHIA, Maire d'IGNY. — M. NACHIN, Maire Adjoint d'IGNY, PSU. — M. COUPIER, Instituteur, Conseiller Municipal, PSU, IGNY. — M. BOSC, Conseiller Municipal, PSU, IGNY. — M. GARCIA, PSU, GIF.

Une politique internationale au service de la paix

- Consolider la **COEXISTENCE PACIFIQUE** entre les nations, en reprenant notre place à la Conférence du Désarmement à Genève, en ratifiant l'Accord de Moscou sur les essais nucléaires, en renforçant les pouvoirs de l'O.N.U.
- **CONFEDERER LES DEUX ALLEMAGNES**, qui reconnaîtraient leurs frontières actuelles et constitueraient une zone de désengagement nucléaire.
- Rechercher la fin de **LA GUERRE DU VIET-NAM**, par la neutralisation de toute l'Asie du Sud-Est, ainsi que le proposent notre camarade du P.S.U. Pierre Mendès-France et le Secrétaire Général de l'O.N.U., M. U. Thant.
- Aider massivement **LES PAYS DU TIERS-MONDE**, sans condition politique, par des réalisations utiles aux populations, par l'éducation, mais sans financer comme actuellement des bureaucraties parasitaires et des armées nationales inutiles (sauf cas d'agression flagrante).
- Construire une **EUROPE** démocratique et socialiste, avec une organisation communautaire, libérée de la tutelle américaine, ouverte à l'Angleterre, aux pays scandinaves, aux pays de l'Est ; refus de reconduire le pacte atlantique en 1969.
- Renoncer unilatéralement à la **FORCE DE FRAPPE**, dont la dissémination menace gravement la paix, et dont le coût menace notre indépendance nationale dans l'ordre économique.

Vu : Les Candidats

Une politique économique et sociale au service des hommes

- Des choix cohérents et réalistes en vue d'une expansion rapide orientée vers la satisfaction des **BESOINS COLLECTIFS** (logement, écoles, hôpitaux) et assurant le **PLEIN EMPLOI**. C'est le **CONTRE-PLAN**, chiffré selon les techniques de la comptabilité nationale, que le P.S.U. a opposé au V^e Plan gouvernemental, et qui propose :
- Des efforts prioritaires pour mettre fin à la **CRISE DU LOGEMENT**, ce qui veut dire une lutte énergique contre la spéculation foncière, une augmentation du nombre des logements sociaux (H.L.M.), un allègement des charges d'emprunt par une aide de l'Etat aux futurs propriétaires, une égalisation du taux des loyers en fonction du service rendu, et la création d'un **SERVICE NATIONAL DU LOGEMENT** à gestion démocratique.
- L'attribution de toutes les ressources nécessaires à un **SERVICE NATIONAL DE L'EDUCATION** unique, laïc comme l'Etat, et dont la gestion soit démocratique et décentralisée.
- La création d'un **SERVICE NATIONAL DE SANTE** unifié, décentralisé et autonome, avec des hôpitaux décents, une médecine praticienne garantissant la liberté de choix du médecin et encourageant la médecine de groupe, et une industrie pharmaceutique nationalisée ou sévèrement réglementée.
- Une amélioration des **PRESTATIONS SOCIALES** et des retraites pour les personnes dont les ressources sont inférieures au minimum vital.
- Une **AGRICULTURE INTEGREE** dans l'économie générale, mais organisée et conduite par les travailleurs paysans eux-mêmes, grâce au développement des **ORGANISMES DU TYPE COOPERATIF**.
- Une juste répartition des **CHARGES FISCALES**, notamment par le renforcement des moyens de lutte contre la fraude et l'imposition des plus-values en capital.